

CIBLE

DREUX

A Gardanne, la mobilisation autour du candidat communiste avait permis l'échec du Front national. A Dreux, la mobilisation autour du candidat du RPR a permis l'échec de Marie-France Stirbois, représentante de l'aile dure du national-populisme.

Mais ces deux résultats positifs ne signifient pas que le parti de M. Le Pen soit sur le reculoir. Il faut être naïf comme Alain Duhamel pour croire que les nationaux populistes seront victimes de leurs provocations verbales et de leurs pratiques sectaires.

Le Front national progressera tant que la violence engendrée par le néo-libéralisme continuera de répandre la misère. Et ce n'est pas le timide programme économique des socialistes qui permettra d'éviter la destruction progressive des liens sociaux.

Le Front national progressera tant que la classe dirigeante de droite et de gauche ne consentira pas aux sacrifices matériels qui la rendraient exemplaire, et continuera de vivre repliée sur elle-même en nous délivrant pour tout message ses arguties monétaires.

En politique comme en économie, il faut de la volonté pour renverser les tendances et résoudre les crises.

NOUVEL AGE

Les nouveaux totalitaires

Social

**Routiers
en grève**

p. 12

Comte de Paris

**Les rois
et le sacré**

p. 8

La Une et le mépris des gens

Signalant dans le numéro 673 de *Royaliste* le premier numéro de *La Une*, j'avais ironiquement relevé les injures publiques et les grossièretés qui émaillaient les déclarations publiées par ce nouveau confrère. Son directeur s'en indigna. Il m'oblige à préciser mes dires.

La réponse de Robert Laffont

Votre article paru sur la sortie du nouveau mensuel d'informations « *La Une* » que j'édite, paru dans « *Royaliste* » n° 673 appelle plusieurs remarques.

Contrairement à ce que vous indiquez « *La Une* » n'est pas le journal des divers courants de la droite. C'est et cela reste un journal libre qui se passionne pour tout ce qui concerne le pays, son avenir et les débats de société qui se posent. Nous n'avons pas d'a priori, ni aucune carte de parti : alors effectivement cela dérange. « *La Une* » est un journal qui veut promouvoir l'intérêt général. Dans votre article, votre journaliste se croit bien inspirée de critiquer des entrepreneurs que nous avons interviewés, tels Jacques Maillot ou Monsieur Perrin. Ces critiques sont gratuites et visent des chefs d'entreprises méritants et honnêtes qui développent l'économie du pays. Je suis choqué de voir de quelle manière vous parlez des entrepreneurs. Il n'y a pas d'avenir pour le pays sans développement de ses entrepreneurs.

Je croyais que votre journal recherchait la vérité.

Arrêtez de « tirer » sur des entrepreneurs. Sans eux, il n'y aura plus de France.

Robert Lafont

Directeur du magazine « *Entreprendre* » et du nouveau mensuel « *La Une* ».

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : La Une et le mépris des gens - p.3 : Timidités socialistes - La chasse aux SDF est ouverte - p.4 : Hamed - Une certaine idée de la France - p.5 : France out of Africa - p.6/7 : Les nouveaux totalitaires - p.8 : Les rois de France et le sacré - p.9 : Heidegger dans l'histoire - p.10 : Louis XVII - François, Alfred, Gustave et les autres... - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Laguerre de tous contretous.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Monsieur,

Dans l'article que vous incriminez, j'ai signalé à nos lecteurs les propos choquants que certains de vos invités avaient tenus dans les colonnes de votre premier numéro. Et vous vous dites choqué que je sois choquée !

Je continue de l'être. Vous vous flattez d'être un journal libre, mais vous vous indignez d'une critique, comme si le débat qui vous est cher n'impliquait pas l'échange des idées, donc la réplique à celles qui sont émises.

Telle n'est pas votre conception puisque vous nous intimidez l'ordre de nous taire, assorti d'un chantage à la survie du pays : « Arrêtez de tirer sur des entrepreneurs. Sans eux, il n'y aura plus de France ». Étrange injonction, pour le directeur d'un journal qui place la liberté au-dessus de tout, et qui professe le libéralisme. Il est vrai qu'il s'agit du libéralisme économique, qui ne fait pas souvent bon ménage avec le libéralisme politique.

J'en viens à la principale raison de ma critique. Nous respecterions tout naturellement les entrepreneurs aux-

quels vous donnez la parole si ces importants personnages respectaient les citoyens de notre pays, qu'ils soient salariés du public ou du privé, chômeurs plus ou moins secourus, ou qu'ils se trouvent en situation de détresse.

Or certaines des personnalités que vous citez ne se contentent pas de proférer des injures publiques assorties de grossièretés que je relevais ironiquement. Leur critique de la société française est fondée sur le mépris, la « politique » qu'ils préconisent est celle du mépris. Lisons Alain-Dominique Perrin, PDG de Cartier : « Les professeurs d'aujourd'hui, pour la plupart, enseignent à nos enfants des choses sans intérêt, qui n'ont plus lieu d'être. (...) Ce sont eux qui transmettent à nos enfants plutôt des frustrations et des idées plus ou moins bien reçues qu'une formation de qualité... ». Ainsi enseignés par ces « frustrés », les enfants « ne rêvent plus que d'être fonctionnaires ou chômeurs ». Lisons Paul-Loup Sulitzer : « Ce qui est intéressant dans l'argent, c'est que ça vous permet de dire merde à des imbéciles ».

Je ne commenterai pas sur le même ton. Je tiens au contraire à recommander votre journal à nos lecteurs : *La Une* montre à l'état nu le mépris, si ce n'est la haine, que certains représentants de la bourgeoisie industrielle et médiatique éprouvent pour les fonctionnaires, pour les salariés (dès qu'ils se mettent en grève), pour les chômeurs, pour les pauvres - véritable haine de classe, saisie dans ses pulsions premières et dans l'obscénité de son expression.

Maria DA SILVA

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (105 F)

☐ six mois (195 F)

☐ un an (290 F)

☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Timidités socialistes

Présenté comme une rupture avec le libéralisme, le projet économique des socialistes est muet sur trop de points décisifs pour emporter une pleine adhésion.

C'est mieux que rien. Cela va même dans le bon sens sur un point majeur : l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, seul moyen de garnir les carnets de commande des entreprises, donc de stimuler les investissements et, par voie de conséquence, de relancer la croissance et de faire baisser de manière importante le nombre des chômeurs.

De fait, le parti socialiste a raison de préconiser tout à la fois la baisse de la TVA sur les produits de consommation courante, la réduction des impôts des classes moyennes (et l'alourdissement compensatoire de la fiscalité sur les sociétés et sur les hauts revenus), la réduction du temps de travail de 39 à 35 heures par semaine sans diminution de salaire, et une incitation forte (par le biais d'une conférence tripartite) à l'augmentation générale des salaires dans notre pays.

Il faut également se réjouir de voir le Parti socialiste annoncer la création sur deux ans de 350 000 emplois pour les jeunes dans le secteur privé - à condition que ce soient de véritables emplois (et non du travail de forçat à peine rémunéré) et que les entreprises qui ne respectent pas le contrat passé avec l'État et les dispositions du droit du travail, soient effectivement et lourdement pénalisées.

Toutes ces mesures conjoncturelles sont indispensables mais le PS aurait pu aller beaucoup plus loin en préconisant la définition d'un salaire maximum, en étudiant la possibilité d'un moratoire sur les dettes des personnes qui sont en situation de surendettement et en mettant à l'étude la question du revenu de citoyen-neté.

Mais surtout, le Parti socialiste reste d'une discrétion de violette sur les grandes réformes de structure auxquelles il convient de procéder : remise en oeuvre d'une planification indicative et fortement démocratisée, renationalisation de la Banque de France et de l'ensemble des banques, énumération des secteurs et des entreprises stratégiques qu'il faut maintenir ou remettre dans le secteur public et nationalisé (à commencer par celles qui vivent essentiellement des commandes d'État) et liste des nationalisations-sanctions qu'il conviendrait d'opérer à l'encontre des entreprises qui sont convaincues de manoeuvres et de pratiques frauduleuses - ceci dans le domaine industriel comme dans l'audiovisuel.

C'est en annonçant des mesures fortes et cohérentes que les socialistes retrouveront tout leur crédit. Nous sommes encore loin du compte.

Sylvie FERNOY

La chasse aux SDF est ouverte

Le dimanche 24 novembre, les Niçois ont été appelés à se prononcer par un référendum local sur l'interdiction de la mendicité dans le centre ville. Le débat que cela a suscité a été manqué.

Le maire, Jacques Peyrat, RPR venu du Front National, avait, l'été dernier, prit un arrêté qui interdisait, du 15 mai au 30 septembre, « la mendicité assise ou allongée... quand elle est de nature à entraver le passage des piétons », ainsi que « les quêtes d'argent sans contrepartie, faites de manière agressive ».

Il a demandé cette fois à la population s'il devait reconduire cet arrêté interdisant « sur une partie du territoire communal certaines formes de quêtes d'argent ou de consommation d'alcool de nature à porter atteinte à la tranquillité, la sérénité et la salubrité publique ». En d'autres termes, il est demandé aux Niçois s'ils souhaitent vivre dans une ville propre et sûre. Cela sous-entend, mais n'est pas clairement exposé, une ville débarrassée de ses S.D.F.

L'été dernier, des estafettes sillonnaient le centre ville et débarquaient les indésirables dans un centre, à 15 km de là. Les touristes pouvaient bronzer dans la tranquillité. Ceux que la société a exclus du monde du travail, puis de leur appartement, puis de la vie civile n'étaient plus là pour leur faire de l'ombre.

C'est ce que Catherine Nacaine, secrétaire nationale du Syndicat général de la police, appelle « *esthétiser l'espace urbain* ». Et d'ajou-

ter : « *Mais les élus se trompent de cible. Devenir un sans-domicile-fixe, c'est une conséquence de la politique ultra-libérale menée ces dernières années* » (1).

Que Jacques Peyrat, dont on connaît les origines, se livre à ce genre d'exercice, il n'y a là, malheureusement, rien d'étonnant. Mais la cacophonie ou même l'absence d'expression des partis politiques est inquiétante.

A droite, Jean-Claude Gaudin a semblé désavouer cette initiative, mais le RPR et l'UDF sont étrangement muets. Qui ne dit mot...

A gauche, le PCF et le Parti Radical Socialiste appellent à voter « non ». Le PS se prononce pour la non-participation, de même que le Front National (pas pour les mêmes raisons, on s'en doute). L'occasion était pourtant belle de lancer un grand débat : sur l'exclusion, sur les solidarités nécessaires en ces périodes difficiles, sur l'indignité des ostracismes qui frappent les plus démunis. Et pas seulement à Nice. Le manque de consensus des opposants à ce plébiscite inique, leur fait perdre une opportunité de s'exprimer sur un sujet qui mérite mieux qu'une pâle polémique.

Robert GESNOT

(1) « *Entrevue* » de novembre 1996.

Hamed

Hamed a décidé que ça serait la dernière fois... Au moment même où Jacques Chirac dénonçait les contrôles au faciès dans les discothèques, il s'est fait refouler d'un bar de la ville. Une fois de plus, les blancs rentraient, mais pas les « gris » : la pratique est courante, quasi générale.

Porter plainte ? Hamed l'a déjà fait plein de fois, comme ses copains, sans aucune suite. Hamed s'est dit que ça serait la dernière.

Il y a de tout dans la police : l'inspecteur qui l'a reçu était un chic type, compréhensif, presque amical. Hamed lui a expliqué que les jeunes des cités n'en pouvaient plus d'être refoulés de partout. En le quittant, le policier lui a glissé sur le ton de la confidence : « *Ca ne peut plus durer, faut que ça pète. Si c'est juste une affaire d'argent, qu'on aille le chercher là où il est, et qu'on en finisse...* ». Dès son retour, Hamed a rameuté la presse, il a demandé des rendez-vous au préfet, au directeur de la police...

Il faut dire qu'ici, Hamed est un peu le grand frère de tout le monde. Celui qu'on consulte parce qu'il est raisonnable et que les formations « *Droit de Cité* » lui ont donné une tête bien faite. Ça fait des années qu'il s'engage dans des associations pour bâtir un minimum de vie sociale dans cet océan de béton et de misère. Alors tout le monde l'attend au tournant : « *Si cette plainte là n'aboutit pas, je sais que ça va cramer partout ici...* ». C'est dit d'un ton las, épuisé. « *Et moi-même, je ne sais pas si je vais continuer tout ça...* ».

Jean-Yves LIGNEL

Une certaine idée de la France

« L'affaire Dutroux », survenue après d'autres, a secoué la Belgique. Ce n'est pas une raison pour en rajouter. La presse française est bien la plus mal placée pour ce faire.

Un tabou, qui a longtemps régné dans notre pays à propos de nos voisins belges, est levé. Nous sommes passés d'un excès à l'autre. Durant des décennies, il fut hors de question d'évoquer un éventuel éclatement de la Belgique ; moins encore le « rattachisme » prôné par quelques Wallons considérés comme des hurluberlus. Voilà qu'aujourd'hui, à longueur de colonnes et de journaux télévisés, on s'étend avec une commisération appuyée sur les affaires qui désintègreraient le royaume.

En cette matière nous, Français, ne sommes peut-être pas les mieux placés. D'abord parce que notre pays n'est pas épargné. Ensuite parce que, toujours soupçonnés « d'impérialisme » lorsqu'il s'agit de la Belgique, nous devons mesurer nos paroles et nos écrits, sans pour autant faire preuve de complexes. Or, le long article publié le 28 octobre par *Le Figaro* s'avère caractéristique, bien qu'il ne soit pas le seul du genre. Thierry Desjardins n'y est pas allé de main morte. Il se demandait si la Belgique « *était encore un pays* » dont la complexité administrative évoquait « *le tribalisme à l'état pur* ». Et d'évoquer la longue liste des « affaires » non élucidées, à propos desquelles sont cités des noms d'hommes politiques qui : « *paraissent souvent avoir des relations... avec les mafias italienne ou russe* ». Pour faire bon poids, dans un encadré, la parole était donnée à Louis Michel, chef du Parti

réformateur libéral de l'opposition wallonne. Parole très complaisante pour les thèses « rattachistes ». Dès le lendemain, *La Libre Belgique* se faisait l'écho des réactions virulentes suscitées par ces propos.

Si la Belgique devait éclater, ce serait l'affaire des seuls Belges. Et si, dans cette hypothèse, la Wallonie choisissait un autre destin, ce serait celle des seuls Wallons et de leur libre choix. Pour l'heure, les dérives ethniques, voire racistes, sont suffisamment dangereuses pour que nous ne jetions pas de l'huile sur ce feu-là. D'ailleurs, Thierry Desjardins avait raison d'écrire, dans le même article : « *Nos fanatiques à tout crin de la régionalisation devraient lire l'histoire belge de ces trente dernières années* ». Le général de Gaulle a vu juste en voulant mettre fin à un centralisme jacobin souvent dénoncé par les royalistes. Mais certains excès survenus depuis lors, ajoutés au climat ambiant, incitent à la prudence. La France ne repose pas sur la notion de race, d'ethnie ou de langue (à nos frontières, on parle français non seulement en Wallonie, mais aussi à Bruxelles, en Suisse romande et dans le Val d'Aoste). Si tel était le cas, au nom de quoi les Antillais ou les Réunionnais seraient-ils français ? Et, dans la métropole, quid des Corses, Basques, Bretons, Alsaciens...

Le cas de l'Alsace, pour n'évoquer que lui, est intéressant. S'il est l'un des plus favorables au traité de Maastricht, l'électorat alsacien, suivi

d'ailleurs par celui de la Moselle, s'est placé en tête du vote lepéniste au premier tour des présidentielles de 1995. Le paradoxe n'est qu'apparent. De toutes nos provinces, l'Alsace est celle où l'Allemagne réalise ses plus gros investissements, considérant Strasbourg comme plus « européenne » que française. 41,6 % des effectifs industriels sont sous contrôle de capitaux étrangers (ce taux était de 19,5 % en 1977). Or, le Front national sait jouer, sans complexe, du paradoxe alsacien. La revue géopolitique *Hérodote* (1) relève que le Front National sait : « *flatter la vieille fibre tricolore vivace dans les générations les plus âgées* ». Mais elle note également que : « *jouant habilement de la défense des identités culturelles, le Front national, qui a publié une Charte régionale des libertés alsaciennes, se fait aussi le héraut des vieilles représentations régionalistes voire autonomistes germanophiles* », au nom de « *toutes les formes d'enracinement* ».

Plutôt que de nous mêler, par trop, des affaires de nos voisins, observons plutôt les tensions dans notre propre pays et soyons vigilants. Car, royalistes, nous voulons : « *Défendre la nation française, définie comme collectivité historique organisée selon le droit, contre les fantasmes ethniques, les régressions localistes et les logiques d'éclatement...* » (2).

Alain SOLARI

(1) *Hérodote* n° 80 - 1^{er} trimestre 1996 - « *Périls géopolitiques en France* ». Nous recommandons tout particulièrement la lecture de ce numéro à nos lecteurs : outre les questions ici citées, l'article sur la Corse est particulièrement éclairant. Prix franco : 110 F.
(2) Éditorial de Bertrand Renouvin dans *Royaliste* n° 669.

France out of Africa

La traditionnelle grand-messe France-Afrique ne fera pas l'impasse sur divers signes de rejet de la France en Afrique.

Le régime de Kigali ne veut pas d'une présence française dans une éventuelle force militaro-humanitaire à ses frontières. Le PDG français d'Air Afrique est remercié et remplacé par un Mauricien choisi de préférence à un autre candidat français. Dans les deux cas, nous supportons sans doute la conséquence d'erreurs ou d'imprévoyances : une compromission poursuivie trop longtemps avec un pouvoir hutu à l'ombre duquel se préparait à notre insu un « génocide » ; une dévaluation du Franc CFA non préparée et non adaptée à la structure africaine du service public, structure condamnée par ceux-là même qui ont conçu la réforme monétaire. Dans les deux cas, les points perdus par la France sont gagnés par des anglophones. Il n'est jusqu'à la succession de Boutros-Ghali à l'ONU où les deux candidats africains les plus sérieux sont un Tanzanien et un Ghanéen.

Les États-Unis qui, en même temps que la Banque Mondiale, s'avançaient masqués derrière des organisations de défense de la démocratie et des droits de l'homme, ne craignent plus d'agir à découvert. D'abord au plan commercial là où existent des possibilités de profit pour leurs entreprises. Puis, avec le périple du secrétaire d'État Warren Christopher le mois dernier, périple moins électoral que financier (l'intéressé démissionnaire redeviendra avocat d'affaires) et surtout stratégique, avec le projet de force africaine de « réaction aux crises ».

Les Américains conçoivent

une Afrique totalement ouverte, sans zones d'influence, sans protectionnisme, bien sûr sans zone franc, sans frontières, conditions selon eux d'un développement continental à partir de quelques pôles privilégiés. Mais ils savent que, comme dans l'immense Russie, une certaine instabilité s'ensuivra. Les pôles choisis devront donc aussi assurer un minimum de paix sociale. Au Nigéria et en Afrique du Sud, Washington rencontre des résistances. Ces deux pays sont suffisamment forts et indépendants pour avoir leur propre stratégie. Nul ne doit donc s'étonner que les Américains aient poursuivi leur nouveau dessein là où l'occasion s'offrait, renouant avec le vieux rêve impérial : le contrôle des sources du Nil. Le Soudan hier « anglo-égyptien » y tient la place de l'ennemi se substituant à la Libye. L'opération se présente sous de meilleurs auspices qu'en Somalie où des arrière-pensées identiques n'étaient pas absentes à l'origine. Après s'être assuré d'un véritable proconsulat à Addis-Abeba, Washington a trouvé en Museveni et Kagamé deux interlocuteurs de confiance.

Il paraît difficile de ne pas croire à la complicité américaine sinon dans le déclenchement du conflit au Kivu, du moins dans la non-intervention internationale quinze jours durant, le temps nécessaire pour permettre à l'armée ruan-daise et à ses alliés le mouvement tournant qui allait prendre les réfugiés à revers au nord. Comment croire à la coïncidence quasiment à la minute près entre le feu vert donné par Clinton à l'inter-

vention et le déferlement massif d'une partie de ces réfugiés vers le Ruanda, non pas « chez eux » car leurs villages ont été réoccupés par d'autres, mais dans des zones de transit voire, comme n'a pas craint de le déclarer Kagamé, dans les parties inhabitées du pays, hier réservées à la chasse (sic) ?

Pôles très peu démocratiques, l'Ouganda, le Ruanda, l'Éthiopie, le Zimbabwe, ont en commun avec le Nigéria, le Ghana et l'Afrique du Sud de posséder une tradition militaire dont les pays francophones d'Afrique sont dépourvus. On voit aussitôt à quoi ressemblerait la force d'interposition équipée par les États-Unis. Premier terrain d'exercice tout naturel : le Zaïre, ou tout au moins ses parties utiles, à partir du Kivu, le Kasai et le Shaba.

Heureusement pour nous, l'Afrique ne bénéficie d'aucune espèce de priorité dans l'agenda américain. On le vérifie chaque jour depuis six ans dans leur seule « ex-colonie », le Libéria. Les attentes africaines en direction de l'Amérique seront sans doute largement déçues mais elles ne seront pas aisément découragées car elles appartiennent à l'ordre du mythe : le rêve américain. En revanche celles en direction de la France sont, elles, bafouées par la réalité : on doit se demander si la France ne devient soudain tellement importune ou indésirable en Afrique qu'au moment où certains Africains sont soudain devenus tellement importuns ou indésirables en France. Ceci n'explique pas cela. Cela n'a même à proprement parler rien à voir. Mais cela survient au même moment.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **DANEMARK** : Le prince consort Henrik de Danemark vient de publier, en France, son autobiographie, sous le titre « *Destin Oblige* ». Le mari de la reine de Danemark raconte notamment comment le gentilhomme français qu'il était - Henri de Laborde de Monpezat - a dû changer de nationalité, de langue, de religion et même de nom pour épouser la princesse Margrethe. Avec mille anecdotes, il retrace son destin d'enfant en Indochine, puis sa vocation pour devenir ambassadeur avant d'évoquer son action aux côtés de la reine danoise. « *L'imagination populaire voit dans un prince consort une ombre souvent inconsistante. Une silhouette vouée à l'humilité ; une figure falote destinée à glisser discrètement trois pas derrière la reine...* J'ai dit naguère qu'être prince consort exige une sensibilité de sismographe sous un cuir de rhinocéros ».

♦ **QATAR** : La famille royale a enfin retrouvé sa cohésion après une période de trouble. L'émir Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani s'est non seulement réconcilié avec son père, qu'il avait détrôné pacifiquement en 1995, mais il a désigné son successeur : ce sera son troisième fils, Jassem, âgé de dix-huit ans. Le prince héritier a été choisi pour « *sa compétence et son efficacité* » après consultation de ses frères et des chefs de tribus. La classe politique semble, quant à elle, avoir été surprise par ce choix car Jassem, contrairement à ses trois frères, n'a jamais eu d'activité politique. En revanche, le prince héritier qui, outre l'arabe, parle l'anglais et le français, est passionné de chasse, d'équitation et de football. Quant à l'émir détrôné, il a trouvé un accord avec son fils en renonçant aux poursuites judiciaires engagées pour récupérer plusieurs milliards de dollars de fonds publics qu'il accusait Cheikh Khalifa d'avoir détournés.

♦ **JAPON** : L'Empereur Akihito et l'impératrice Michiko ont accueilli officiellement à Tokyo le président de la République et Mme Jacques Chirac. Au cours du dîner de gala offert à cent cinquante huit invités au palais impérial, les deux chefs d'État ont échangé des toasts. L'Empereur, qui ne peut sortir de sa réserve constitutionnelle, se prononça néanmoins pour « *un renforcement des rapports entre la France et le Japon dans le respect réciproque du caractère et de la culture de l'autre* ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : A l'heure où les projets de modernisation de l'institution monarchique progressent à grands pas - notamment par la possible adoption rapide de l'abolition des différences de sexes dans l'accession au trône - la famille de Windsor doit faire face à une nouvelle tempête autour de Sarah Ferguson, duchesse d'York. En effet, un livre à scandale vient d'être publié en Angleterre révélant les méthodes peu orthodoxes de la princesse pour combler son déficit financier. Dans le même temps, l'ex-épouse du prince Andrew riposte en publiant une autobiographie intitulée « *Mon auto-critique* ».

Si certaines sectes font peur, en raison des diverses formes de violence qu'elles recèlent, d'autres paraissent gentiment exotiques et doucement délirantes. Ainsi le Nouvel Age, qui connaît un développement rapide, non seulement aux États-Unis mais aussi en France : son idéologie présente un semblant de cohérence qui séduit dans une période de vide idéologique, et ses techniques psychologiques permettent d'évacuer l'angoisse individuelle. Mais à quel prix ?

Holotropisme

Effusions mortelles

Le *New Age* semble réservé aux enfants des hippies californiens : une soupe écologico-orientaliste, pimentée de métaphores technologiques et de psycho-trucs destinés aux allumés de la Silicon Valley...

Errreur ! Ou plutôt, vérité approximative sur le contenu, laissant échapper l'essentiel. Les zélés du Nouvel Age sont parmi nous, ils séduisent et recrutent massivement. Et loin de nous offrir un brouet culturel, ils répandent une potion idéologique aux effets ravageurs comme la montre Michel Lacroix dans les ouvrages qu'il a consacrés au *New Age* (1).

Certes, la cosmologie *New Age* fait doucement sourire : à la base, la Terre mère, qui est une créature animée sur laquelle vivent, parmi le commun des mortels, des êtres « éveillés » qui agissent sous la conduite d'extra-terrestres (les « dévas ») et qui préparent le monde à entrer dans l'ère du Verseau. Ce nouvel âge de l'humanité verra la réalisation du progrès spirituel et de l'harmonie entre les

hommes réconciliés avec la nature. Ceci d'autant plus que Gaïa (la déesse Terre) est en train de former un cerveau global, à partir de l'accroissement du nombre des humains et du développement des techniques de communication. Ce cortex planétaire, branché sur le biologique, permettra la régulation de l'écosystème mondial et réalisera l'unité du genre humain.

Tout en continuant à sourire, on s'aperçoit que cette étrange vision du monde repose, comme toute idéologie, et comme tout mensonge efficace, sur un certain nombre de réalités observables (croissance démographique, développement des télécommunications), qui donnent de la crédibilité au récit. Bien sûr, le *New Age* ne propose aucune analyse sensée, mais ce manque est comblé par le désir de croire, et ce désir semble d'autant mieux satisfait que la

nouvelle idéologie se présente comme l'impressionnante synthèse de tout ce qui a été rêvé, pensé, inventé, imaginé par les hommes depuis le commencement du monde, en vue du salut de tous et de chacun.

Dès lors, il n'est plus possible de sourire. En rupture avec les religions traditionnelles, hostile aux idéologies politiques, livré aux forces du marché et exposé à toutes les formes de destruction du lien social, l'individu moderne est jeté dans un monde qui nie le temps et l'histoire, qui réduit le sens de la vie à un comportement économico-technique et qui tient tout souci intellectuel et spirituel pour une billevesée. D'où une angoisse terrible et multiforme, que le *New Age* prétend guérir en offrant un bric-à-brac prétentieux, constitué à partir de la récupération hâtive de fragments de judéo-christianisme, de bribes mythologiques, d'utopies techniciennes, d'astrologie, d'astronomie, de parapsychologie...

Au terme, une mystique fusionnelle qui confond l'homme et la nature, le divin et l'humain, l'homme et son semblable, la technique et l'esprit, le passé et le futur, et qui annonce que la mort sera vaincue. Conception radicale à toutes les expressions de la foi religieuse, à tous les courants de pensée, à toutes les manières d'être qui composent notre civilisation et qui procèdent de l'affirmation de l'irréductible liberté des personnes et de la

distinction entre les domaines (la créature et le Créateur, l'homme et la nature...).

Le *New Age* est d'autant plus dangereux que le bricolage idéologique s'accompagne d'une manipulation des esprits par diverses techniques d'altération de la conscience - par exemple la « respiration holotrope » inventée par le docteur Grof qui permet de se diriger vers (du grec *trepein*) le tout (*holon*) grâce à une méthode d'hyperventilation accompagnée de musique planante.

Au terme de ces expériences, qui visent toutes à abolir la conscience de soi, on est à la fois irradié par une lumière supérieure et on trouve Dieu au plus profond... L'angoisse est évacuée (d'où l'attrait pour ces techniques de charlatans) mais le désir est aboli, la liberté est aliénée dans le grand tout cosmique, et chaque être humain est mobilisé pour la sauvegarde de Gaïa, sous la conduite de quelques inspirés. Est-il besoin de préciser que la démocratie ne signifie rien, dans cette idéologie qui conduit tout droit à un despotisme d'illuminés ?

Au stade ultime de l'effusion « mystique », l'abdication de l'esprit. Et la mort de l'homme, d'ores et déjà inscrite dans l'annonce de l'âge nouveau.

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. *La Spiritualité totalitaire : le New Age et les sectes*, Plon, 1995 ; et *L'Idéologie du New Age*, cité plus haut.

New Age

Les nouveaux totalitaires

Le temps se gâte...

Comment j'ai pris une « pluie d'amour » sur la tête

On est fier de son pays, de sa culture et de sa civilisation, et puis un jour, on tombe de haut. Des réunions comme celle qui suit, il y en a plusieurs chaque mois en région parisienne et très régulièrement en province.

Ca se passe en France, pays de Voltaire et de Descartes. On vous jure que rien n'est inventé. L'histoire commence avec un tract mal photocopié ramassé dans une boutique. Il y était annoncé la conférence d'une certaine Monique Mathieu, « canal des maîtres de lumière » : une conférence publique, dans un hôtel du centre d'Angers, à laquelle tout le monde pouvait se rendre.

A l'entrée première surprise : le nombre des *groupies*. Deux cents personnes (au moins) sont venues là, dont une grande majorité d'Angévins. Tout ça, rien qu'avec quelques tracts. Gros succès !

A titre de comparaison, deux jours avant, était organisée une conférence-débat sur les vingt ans de la Région avec une partie du gratin politique local (un député, un sénateur et deux conseillers régionaux). Invitations officielles, annonces dans la presse, etc : il n'y avait pas dix personnes dans le public.

Mais revenons à la Monique

Mathieu : elle est là, sur une estrade, la cinquantaine élégante et bourgeoise, souriant béatement à l'assistance qui s'installe. Un couple de retraités se tient amoureusement enlacé, et derrière, trois femmes d'un certain âge méditent déjà les yeux fermés et la bouche ouverte. On reconnaît même une écolo locale, une fois ou deux candidate aux élections législatives.

« Canal »

Un présentateur prend alors la parole pour annoncer Monique Mathieu et on y comprend déjà pouic. Il jargonne qu'on est là pour « recevoir beaucoup d'énergie », et qu'il nous faut « ouvrir notre cœur tout grand ». Toute la salle acquiesce.

La Monique sourit toujours, puis explique à son tour qu'elle est devenue « canal » (?) à la suite d'un « événement de lumière » (?), que depuis ce jour des « guides spirituels » d'un autre monde parlent par sa bouche, et que leurs enseignements sont fort judicieusement enregistrés sur des cassettes vendues à la sortie (ça va, on commence à mieux comprendre).

Attention danger !

On a tort de prendre le phénomène *New-Age* à la légère. Il est grand temps de s'interroger sur les aboutissements idéologiques de ce mouvement au succès considérable et qui possède désormais sa presse, ses éditions, ses librairies, ses « penseurs ».

Encore convient-il de ne pas se tromper de cible : il est ici question de politique.

Car au-delà du constat que le Nouvel-âge est une voix royale pour le recrutement des sectes, au-delà de ses élucubrations astrologiques et extra-terrestres et de sa mystique de supermarché, il est clair que nous sommes en face d'une nouvelle forme d'idéologie totalitaire qui, au plus profond de sa logique, se trouve être la négation absolue des principes qui fondent nos démocraties modernes (1).

Nos gouvernants d'hier et d'aujourd'hui mais aussi les médias, coupables d'avoir évacué toute idéologie des traditions politiques dont ils étaient les héritiers, portent une lourde responsabilité dans la catastrophe annoncée. On n'a pas fini de payer.

J.-Y. L.

C'est très clairement expliqué dans l'excellent petit livre du philosophe Michel Lacroix : « *L'Idéologie du New-Age* », coll. Dominos, Flammarion, prix franco : 43 F.

Lunettes

La suite doit être sans doute enregistrée sur une prochaine cassette, car la Monique nous informe que les « Êtres de lumière » peuvent la couper d'un instant à l'autre et que c'est pour cette raison qu'elle enlève ses lunettes (?).

Binocles posés, elle ne poursuit pas trois mots qu'elle s'interrompt tout à coup et se laisse tomber la tête comme si elle dormait.

Silence de mort dans la salle qui retient son souffle...

Après plusieurs instants, la Monique se remet à parler d'une toute petite voix : « *Nous sommes infiniment heureux d'être parmi vous ce soir, nous sommes heureux de voir l'avancement de vos âmes* ». On comprend que ce sont les « Êtres de lumière » qui sont maintenant censés nous causer. Toute heureuse d'être en communication avec le nirvana, la foule conquise pousse des « hooo » d'émerveillement. Ça ne fait que commencer.

Prophète

On vous épargnera les élucubrations de Madame Mathieu. Pendant une heure et demi, on suit pas à pas son voyage parmi les « êtres grands et lumineux » au milieu d'un « paysage d'une beauté parfaite », apprenant au passage que Monique Mathieu est elle-même un prophète au même titre que Bouddha et Jésus (rien que cela), et que le gouvernement français est contrôlé par de méchants

extra-terrestres (maintenant que vous nous le dites !).

Et le tout se termine avec une « prière » collective destinée à recevoir « de l'amour » sensé tomber du ciel « sous la forme d'une petite pluie fine qui va pénétrer chacun d'entre nous ». Et toute la salle de fermer les yeux et de prendre des mines extatiques en guettant le crachin divin.

Bourdon

Dure soirée ! D'un côté, il a fallu se mordre solidement les joues pour ne pas éclater de rire à chaque instant et par ailleurs, le sérieux consternant de cette assistance venue écouter pareilles sornettes fiche franchement le bourdon.

Bien sûr, on peut toujours dire que ce n'était pas bien méchant. « Limite » sûrement, mais pas bien dangereux. Sauf...

Sauf qu'on sait aujourd'hui que tous les repentis des sectes témoignent que c'est avec ce genre d'activités un peu évaporées qu'ils ont fait leurs premiers pas vers des mouvements bien plus durs.

Sauf qu'en poussant un peu les théories de la mère Mathieu, on élabore rapidement des hypothèses extrémistes et pour le moins inquiétantes et que ça ne semble pas inquiéter grand monde.

De leur côté, les élus étaient contents de la qualité de leur débat et la salle vide ne les a pas ému un seul instant...

Jean-Yves LIGNEL

Les rois de France et le sacré

En septembre dernier, les catholiques de France accueillaient le pape Jean-Paul II à Reims. La visite n'était pas seulement pastorale. Aux yeux du souverain Pontife comme de l'État français, elle commémorait le baptême de Clovis comme un événement fondateur et un jalon dans le passage « de la Gaule à la France ».

Quelle part la Famille de France prit-elle à ces cérémonies ? Le comte de Paris, souffrant, n'avait pu s'y rendre mais la famille était représentée à Tours par le comte de Clermont et, à la messe de Reims, par la comtesse de Paris accompagnée des princes Jean et Eudes ainsi que du duc d'Orléans ; au même moment, paraissait en librairie un ouvrage signé du comte de Paris sous le titre *Les Rois de France et le Sacré*. Dans le sillage des polémiques qui ont précédé les assemblées de Tours et de Reims, il était particulièrement nécessaire que le prince héritier de la longue tradition royale française fasse savoir quel sens il reconnaît à la conversion de Clovis au christianisme. Engageait-elle vraiment la France dans son histoire ? A quel titre concernait-elle encore les Français de 1996 ?

Le Prince a tout d'abord choisi de « rafraîchir nos mémoires » en confiant au chartiste-médiéviste M. Duchet-Suchaux le soin d'exposer les développements qui suivirent la stabilisation de la dynastie mérovingienne dans la Gaule et l'Europe du VI^e siècle et la manière dont ses rois prirent la relève de l'Empire, puis d'évoquer schématiquement les divers modes de succession et le rôle que joua dans la formation de

l'image royale le sacre dérivé du baptême du roi franc.

Nous voudrions retenir ici avec une attention spéciale les lignes que le Prince trace lui-même en tête de son livre. Il s'y exprime avec sa clarté ordinaire. A ses yeux, et même si la mission chrétienne en Gaule était bien antérieure, « le lien qui s'est établi entre notre pays et le christianisme date de la conversion de Clovis et du peuple franc. Le roi est désormais le garant de cette union ».

Que l'on n'imagine pourtant pas un Clovis confit en dévotion, mais plutôt, sous les traits de la légende de Tolbiac rapportée par Grégoire de Tours, un guerrier faisant le « bon pari » sur le dieu qui lui vaudra la victoire - en quelque sorte, le « mariage d'intérêt » d'un païen avec l'Église. Il n'empêche que l'élan de la foi chrétienne est tel qu'il constitue la fondation et le ciment de cette monarchie naissante. Le baptême de

Reims restera désormais lié au principe royal et en légitimera la cause au long des temps, conférant au chef politique une dimension religieuse et surnaturelle qui le met au-dessus des plus « grands » de son royaume.

Le Prince observe la manière dont le rituel du sacre s'impose, et particulièrement lors des changements dynastiques, des Mérovingiens aux Carolingiens et aux Capétiens ; il retient de ce rituel deux « temps forts » : la veillée d'armes du roi en prière au cœur de la

nuite, et le serment qu'il prête le lendemain solennellement de conserver la paix à l'Église de Dieu et de faire régner justice et miséricorde. « Le sacre, écrit-il, légitime le pouvoir royal dans l'intérêt commun. L'union est faite entre la dynastie capétienne et la France naissante ». En effet (ce pourrait être le sous-titre de l'ouvrage), « la monarchie française » sera à la fois l'artisan et le symbole de

« l'unité nationale ». Le caractère sacré du roi n'est pas fait pour glorifier sa personne mais pour lui permettre d'accomplir son service de la nation, et particulièrement des plus faibles. Et cette marque sacramentelle est symboliquement si forte que le conventionnel Rühl s'y attaque, croyant briser à jamais le règne avec la sainte ampoule, que Napoléon se fait oindre et couronner par le Pape, et que son neveu Napoléon III tente vainement d'aller lui-même au sacre.

Comme ligne de force de cette « stratégie capétienne » dont il estime que le général de Gaulle l'avait faite sienne, le Prince évoque le long labeur - « l'obstination quasi paysanne » des rois pour passer de leur domaine propre au royaume et, autour de la permanence affirmée de l'État, de faire se rassembler peu à peu la nation telle qu'elle se révéla sans doute pour la première fois sous Philippe Auguste.

En conclusion, le comte de Paris rappelle que jamais la monarchie n'est liée à une classe ou à un ordre dans la nation mais à l'ensemble des Français sans distinctions, et que « la force de la France a été cette très ancienne fusion de l'État et de la nation. Nul ne conteste que dans notre monde moderne, ajoute-t-il, les Européens ne doivent s'unir, mais l'Europe doit reposer sur les États-nations, remparts des libertés ». Enfin, et ce lien nous unirait encore par delà nos diverses convictions au roi franc, « le baptême de Clovis qui ouvre l'histoire de la France nous ramène à la nécessaire dimension spirituelle de toute aventure humaine ».

Le sacré auquel se réfère donc aujourd'hui le prince qui incarne la tradition française n'est pas un mythe lointain. Il a le visage fraternel de celui dont la vocation est de n'avoir qu'un seul souci, le bien commun de la nation.

Luc de GOUSTINE

Henri, comte de Paris - « Les Rois de France et le Sacré » - Éditions du Rocher - prix franco : 135 F.



Heidegger dans l'histoire

Cette biographie de Martin Heidegger par Rüdiger Safranski constitue vraiment un modèle du genre. Le philosophe y est rendu à toutes les dimensions du temps qui fut le sien. Celle de sa personne singulière, mais aussi celles de la pensée qui précède et explique son œuvre originale, celles de l'histoire à laquelle il fut mêlé, comme on le sait, pour son plus grand dommage. Depuis le livre-réquisitoire de Victor Farias (traduit en France en 1987 chez Verdier), l'infamie d'avoir adhéré au national socialisme marque au fer rouge le philosophe allemand, sans que sa pensée puisse être dissociée de cet engagement fatal. Safranski reprend intégralement ce qui dans Farias ne pouvait être contesté, sans chercher de circonstances atténuantes. Simplement attentif à la véracité minutieuse des faits, il dit aussi ce que le penseur n'admit jamais dans le nazisme et qui se trouve exposé sans contestations possibles dans le cours sur Nietzsche, qui date des années 1935-1938.

On ne peut contester sa critique du biologisme et du racisme, qui le rend suspect aux yeux du régime. Certes, il y a eu l'échec de son rectorat et la désillusion éprouvée à l'égard d'une révolution métaphysique, au demeurant des plus vagues. Mais il faut noter qu'Heidegger était logique avec ce qu'il avait déjà écrit sur le sujet dans *L'Être et le Temps* qui date de 1927. Pourtant il n'est pas possible d'accepter sa ligne de défense lorsque plus tard il se justifie en expliquant qu'il voulait éviter la mainmise directe du parti sur l'université. On ne peut nier qu'Heidegger mit ses espoirs dans l'avènement d'Hitler et que cela correspondait à une pente de sa pensée, et aussi à une tentation de s'abandonner à un destin et à une ivresse.

D'autres ont voulu expliquer cette faiblesse sous le sceau de l'inéluctable et d'une logique interne de la démarche du penseur. Safranski ne partage pas exactement cette analyse, tout en insistant sur l'importance de la rupture de Heidegger avec son catholicisme. Mais il esquisse une autre voie possible pour une pensée politique à partir d'une approche heideggerienne, celle d'Hannah Arendt, le plus brillant disciple du maître, qui fut aussi « la passion de sa vie ». Celle qui avait été sa séduisante étudiante et s'était éloignée à regret de celui dont l'intelligence la subjuguait, fut aussi une des plus importantes figures de la pensée politique du siècle. A travers une fidélité/infidélité, elle devait engager l'entreprise du maître dans une direction que lui-même avait écartée. En effet, c'est vers la cité et notamment la cité grecque qu'elle se tourne en pensant l'espace social, la scène publique comme des lieux où « des hommes se rencontrent et où des choses peuvent leur apparaître ; où ils peuvent, enfin, produire quelque chose qui soit plus que la somme des activités des individus ».

C'est donc là une façon de penser le *dasein* autrement, non seulement en affrontant la relation à l'autre et à la cité, mais en surmontant le point de vue exclusif de l'aller-vers-la mort par l'aller-vers-le commencement : « Le miracle, écrit

Hannah Arendt, qui ne cesse d'interrompre le cours du monde et des choses humaines et de les sauver du dépérissement est finalement le fait de la natalité, de l'être-né. Le miracle, c'est que des hommes naissent et que naisse avec eux le nouveau commencement qu'ils peuvent réaliser ». Voilà qui était bien autre chose que la chimérique et terrifiante révolution métaphysique de Heidegger qui ne pouvait que déraiper dans le pire, parce qu'aucune pensée politique véritable ne l'habitait et parce qu'elle se vouait par principe à la brutalité de la pire sauvagerie. Celle sur laquelle le philosophe avait fermé les yeux de manière coupable.

Reste qu'Heidegger demeure un des penseurs les plus considérables de notre temps, en dépit de cette erreur qui fut un crime et en dépit aussi d'autres impasses de sa pensée. Nous pouvons le comprendre en suivant le parcours très complet que nous propose Rüdiger Safranski, qui a cette supériorité sur Victor Farias d'avoir une approche de l'ensemble de l'œuvre, tout en sachant la situer dans son climat et mettre son auteur en relation avec ses grands interlocuteurs. Aussi bien un Max Scheler, un Karl Jaspers qu'un Ernst Cassirer, sans oublier évidemment le grand Edmund Husserl. J'ai particulièrement apprécié dans les premiers chapitres l'évocation de l'aube du siècle avec ses courants divers qui tous aspirent à une philosophie de la vie, dont notre Bergson nous donne un exemple particulièrement réussi et dont la *Recherche* de Proust nous offre une sorte d'aboutissement avec son sens de l'intériorité personnelle, « où la vie se révèle dans tout son mystère et excite l'imagination, en particulier dans l'expérience intérieure du temps ».

Martin Heidegger, note son historien, ne fut pas immédiatement touché par ce flux de la vie, alors que jeune étudiant il s'intéresse surtout à la logique, à certains courants de la philosophie médiévale qui lui sont proches de par son appartenance catholique. Il faudra le choc de la première guerre mondiale pour que le philosophe retrouve la vie à sa manière, avec la question de l'être. L'abandon de la foi catholique constitue un

préalable à l'engagement philosophique du penseur qui voudra s'affranchir de la sécurité des dogmes et d'un Dieu « géré comme un trésor de vérité ». Est-ce à dire que cet Heidegger-là soit plus proche des tendances protestantes de l'époque ? Rüdiger Safranski nous apporte des renseignements intéressants sur ses liens avec des théologiens comme Karl Barth et Rudolf Bultmann, qui dans la mesure où ils veulent émanciper la foi de toute métaphysique consonnent avec le penseur qui veut penser la vie et l'être à frais nouveaux, notamment à partir du néant, et de « la disposition fondamentale de l'angoisse ». Hannah Arendt aurait aimé que *L'Être et le Temps* fasse place à l'euphorie ou à l'amour qui étaient, elles aussi, des dispositions susceptibles de faire surgir la question du sens de l'être. Mais Heidegger était un kierkegaardien sans la foi au-delà de l'abîme. « Heidegger parle de l'angoisse qui vient après le saut, lorsqu'on est déjà en train de tomber ».

L'un des mérites de Safranski est aussi de mettre le penseur dans le site de son existence qui est aussi celui de sa pensée : Messkirch, Fribourg, la hutte devenue célèbre de Todtnauberg. Le fils du sacristain voulut être enterré religieusement, mais son sens du religieux n'avait probablement plus grand chose à voir avec le christianisme. Le « divin » avait remplacé depuis si longtemps les symboles de la foi. Ce penseur du mystère, souvent si profond, exact, proche de l'artiste dans sa capacité à révéler l'être nous fascine aussi par ses étranges faiblesses et son pouvoir de montrer les apories de la modernité.

Rüdiger Safranski - « Heidegger et son temps » biographie - Grasset - prix franco : 189 F.

par Gérard Leclerc



Louis
XVIIFrançois, Alfred, Gustave
et les autres...

Si Georges Bordonove n'a pas inclus son livre sur Louis XVII dans sa passionnante série des « rois qui ont fait la France », c'est que le fils de Louis XVI ne fut durant deux ans que le souverain des royalistes français, et n'eut aucune action sauf d'être l'héritier (très embarrassant pour les révolutionnaires) de notre dynastie nationale.

L'ouvrage comprend trois parties : une première qui raconte la fin du règne de Louis XVI et de Marie-Antoinette jusqu'à leur mort ; une deuxième qui va de l'avènement de Louis XVII jusqu'à sa disparition « historique » en passant par sa rééducation républicaine qui arriva à détruire l'enfant royal tant dans son physique que dans son mental ; la dernière fait le point sur le dossier des dauphins « survivantistes » auxquels Georges Bordonove ne croit pas : il démonte avec pertinence leurs supercheries plus ou moins sincères. L'auteur plaide avec sérieux pour la mort de Louis XVII au Temple dès la fin de 1793 (c'est-à-dire à un très mauvais moment pour la République) ; décès dissimulé par la substitution d'un autre enfant mort au Temple en 1795.

Reconnaissant toutefois qu'on ne saura sans doute jamais complètement la vérité, Georges Bordonove nous livre un ouvrage extrêmement touchant tant le ton choisi demeure éloigné de la polémique ou du règlement de compte. Un livre plein de dignité, sans complaisance toutefois pour ceux qui se montrèrent ignobles.

Marc DESAUBLIAUX
Georges Bordonove - « Louis XVII et l'énigme du Temple » - Pygmalion, 1995 - prix franco : 145 F.

Où il est démontré, une fois encore, qu'il n'existe pas de petits ou grands livres mais des bons ou des mauvais.

Avrai dire, ce mince bouquin de Jacques Perret, format réduit, 130 pages est excellent. On pourrait s'arrêter là : excellent, l'adjectif résume le tout. Comment exprimer en quelques phrases tout l'enthousiasme, la jubilation que l'on éprouve page après page en dégustant littéralement - ou littérairement - ce chef d'œuvre, ce feu d'artifice de mots ajustés, de phrases faussement désinvoltes, ces analyses dont la légèreté d'expression n'enlève rien à leur pertinence.

Laissons donc la plume à l'auteur. « *Jamais de dissertation, les idées générales sont rondement menées, véhiculées à joyeuse allure dans un falbala d'images luxueuses, impertinentes, merveilleusement exactes ou malicieusement amphigouriques, cousues de calembours et de contrepèteries, avec des échappées divagantes, de pimpants démarrages à l'improviste, de fraîches digressions buissonnières, de sublimes recours au néologisme, des raideurs de pince-sans-rire et des articulations en coq-en-l'âne* ». Est-ce Perret dissertant sur le style de Perret comme certains peintres pratiquent l'autoportrait ? Non. Simplement - si l'on peut dire - Perret présentant Rabelais. Mais où est donc la différence !

« *François, Alfred, Gustave et les autres...* ». C'est la reprise par les éditions Le Dilettante (qui s'offrent à

l'occasion une « hénaurme » faute d'orthographe en donnant la définition, tirée du petit Larousse, du mot dilettante) d'une série de préfaces données par Jacques Perret à l'occasion de rééditions d'œuvres d'écrivains reconnus : Rabelais, Vigny, Poe, Balzac, Dumas, Flaubert, d'Aureville, Renard, London et Vialatte.

Fabuleuses rencontres que celle du caporal épinglé avec l'Athos de Dumas, celle du chercheur d'or en Guyane qui connut la même passion, sous d'autres cieux, que l'héroïne de « *Fille des Neiges* » de London, celle du médaillé militaire pour acte exceptionnel d'héroïsme face aux armées nazies déferlant sur la France en 39/40, radié en 1962 pour crime de fidélité, avec le Vigny de « *Servitude et grandeur militaire* », celle bien entendu de l'amateur de muscadet avec le gigantesque Gargantua. « *Si vous êtes un bilieux doublé d'un crânié, si vous pâtissez d'humeur noire et de raison glacée, si la vue seule d'une chopine vous*

brûle l'estomac, vous dites bien que Rabelais vous agace ».

Prodigieux prosateur, avec ses inévitables et si souvent salubres partis pris que ce vieux gaulois qui nous a quitté il y a peu pour le vrai Royaume qu'il a tant espéré pour sa France à lui. Et s'il faut choisir parmi ces textes, j'opte pour la préface donnée en 1979 à « *Et c'est ainsi qu'Allah est grand* » recueil de chroniques du délicieux Vialatte. C'est l'occasion de raconter avec une extrême et émouvante pudeur et une franche retenue la rencontre éphémère et l'indéfectible amitié qui en est résultée de ces deux grands de l'écriture, conspirateurs d'occasion lors d'une triste et encore récente époque de notre histoire. Sans doute, lecture faite, peu de lecteurs iront relire Vigny, par contre on souhaite que nombreux soient ceux qui aillent découvrir ou redécouvrir avec le grand Jacques, Vialatte, le talentueux Auvergnat. Et c'est ainsi qu'Allah « sera » grand.

Michel FONTAURELLE

Jacques Perret - « François, Alfred, Gustave et les autres... » - Le Dilettante - prix franco : 97 F.



« Le livre de François-Marie Fleutot « *Apostrophes sur les origines du Royaume de France* » apporte un éclairage original sur les idées et les hommes qui ont construit au V^e siècle le *regnum francorum*, le royaume des Francs, le royaume de France, la France »

Prix franco : 120 F

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 40 F pièce (franco de port).

♦ Buste de Louis XVI (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.

♦ Buste de Marie-Antoinette (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.

♦ Fleur de lys (vieil or ou vieil argent) - 17 mm de haut.

♦ Double coeur vendéen (vieil or, doré ou argenté) - 24 mm.

♦ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

♦ Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

♦ Grandes armes de France (émail or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

♦ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

♦ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

♦ NOUVEAU: Coeur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

RELIURE

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1995 (sauf 1979).

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Aidez-nous à le tenir à jour. Envoyez-nous systématique-

ment toute coupure de presse concernant la N.A.R., les principes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article. Votre collaboration nous est indispensable.

COMMUNIQUÉ

L'Association des Amis de la Maison de France nous prie d'informer nos lecteurs que l'assemblée générale des adhérents de l'association se tiendra le samedi 7 décembre à 10 heures dans les salons de l'hôtel Bedford, 17, rue de l'Arcade, 75008 Paris. Seuls les adhérents de l'association à jour de leur cotisation peuvent participer aux travaux.

L'assemblée générale sera suivie, toujours à l'hôtel Bedford, d'un déjeuner présidé par une princesse de France. Les personnes non-adhérentes à l'association peuvent participer au déjeuner (prix du couvert : 250 F).

Le même jour de 17 h 30 à 20 heures, dans les salons du Procopé, 13, rue de l'Ancienne Comédie, 75006 Paris, l'association célébrera l'anniversaire de Madame la Comtesse de Paris.

Inscriptions et renseignements auprès de l'A.A.M.F.
B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08 - Tél. : 01.43.70.85.67

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

● Mercredi 4 décembre : Ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou, longtemps maire de Brive-La-Gaillarde, Jean CHARBONNEL retrace dans les Mémoires qu'il vient de publier un demi-siècle d'engagement « à la gauche du Général ». C'est pour lui l'occasion de faire le point sur la dérive du gaullisme et de nous montrer l'actualité et la grandeur de « L'héritage du général de Gaulle », dans la fidélité à son idéal de justice sociale.

● Mercredi 11 décembre : Encore Clovis, oui certes... Mais comme point de départ pour une histoire des éléments constitutifs de la nation française : invention de la nation elle-même, actualisation du principe de légitimité, affirmation de la royauté républicaine, esquisse d'une souveraineté. Tels sont les thèmes,

pour nous très familiers, que Paul-Marie COUTEAUX développe dans l'ouvrage qu'il a consacré à « Clovis, une histoire de France », inépuisable sujet de débats décisifs à l'heure des nostalgies douteuses et des renoncements hypocrites.

● Mercredi 17 décembre : Nul n'ignore que « Le colonel de La Rocque » fut le président de la plus importante des ligues de l'entre-deux-guerres et beaucoup en déduisent que cet homme de droite fut vichyssois. Tel ne fut pas le cas : détesté par la gauche comme par l'Action française, le chef des Croix-de-Feu s'engagea dans la Résistance. Arrêté, déporté en Allemagne, il revint en France à la Libération pour être à nouveau incarcéré... sans le moindre motif d'inculpation. Jacques NOBÉCOURT nous présentera l'ouvrage passionnant qu'il a consacré à ce personnage méconnu et injustement décrié.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R., il suffit de nous en faire la demande.

FANION

Ce très joli petit fanion de table aux armes de France sera une décoration originale sur votre bureau ! En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. Hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

ILE-DE-FRANCE

Idéfix, la lettre d'information mensuelle de la fédération d'Ile-de-France, de novembre est parue. Rappelons que cette lettre est envoyée gratuitement aux adhérents de la région parisienne et que les autres personnes peuvent s'y abonner pour un prix modeste (30 F pour l'année).

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La guerre de tous contre tous

Les chauffeurs-routiers risquent leur vie jour et nuit. Beaucoup n'ont pas de vie familiale digne de ce nom. Leurs salaires sont médiocres, parfois misérables, alors que leurs horaires excèdent, et de beaucoup, les règles communes. Leurs conditions de travail et leurs rapports très directs avec leur patron rendent particulièrement difficiles la défense de leurs droits sociaux et syndicaux.

Autant de raisons qui justifient leur mouvement de grève, et des revendications qui portent principalement sur la retraite à 55 ans et sur le paiement intégral des heures travaillées - ce qui est tout de même la moindre des choses.

Face à ces employés durement exploités et souvent traités, selon leurs dires, « comme des chiens », les patrons font valoir la réduction de l'activité économique, l'âpreté de la concurrence, la fragilité des entreprises qu'ils dirigent. Ces arguments doivent être pris en considération : s'il y a parmi les transporteurs routiers des exploiters sans scrupules, beaucoup ne font que reporter sur leurs chauffeurs les contraintes qu'ils subissent en matière de commandes et de prix.

Bien entendu, il faut soutenir en priorité les plus directement exposés à l'injustice, mais il importe de réfléchir aux conditions qui permettent de briser l'étau de la violence qui enserré à la fois les transporteurs et leurs employés. Il ne suffit pas, en l'occurrence, d'inciter les deux parties à une discussion qui permettrait d'aboutir à un

compromis dicté par l'intérêt commun. Lointaine résurgence de l'idéologie corporatiste, cet angélisme social conduit, comme toute doctrine consensuelle, au durcissement des conflits : dans l'univers violent de l'économie libérale, chaque groupe est obligé de lutter pour sa propre survie en déployant toute la force dont il est capable puisque la société fonctionne sur le principe de la sélection des espèces.



Cette logique implacable est manifeste dans le transport routier : le petit patron lutte pour que son entreprise ne soit pas liquidée, ses employés luttent pour ne pas mourir sur la route à cause d'horaires déments : soixante heures par semaine admises dans le « contrat de progrès » signé en 1992 (et fort peu respecté) alors que la durée légale de travail est de 39 heures. Dans cette lutte pour la vie, la « négociation partenariale » évoquée par le ministre délégué aux transports au début du conflit était tout simplement impossible : preuve en est l'appel lancé par les protagonistes au gouvernement, dont

l'intervention a en effet permis l'amorce du dialogue, avant qu'un médiateur ne soit officiellement désigné.

Ainsi, la grève des chauffeurs-routiers souligne durement une vérité énoncée dès l'aube de notre civilisation (1), et pas seulement par Karl Marx : la concurrence, c'est la guerre. C'est la guerre de tous contre tous, sans autre issue que le triomphe du plus fort, du plus riche, du plus cruel. La concurrence, c'est la guerre des entreprises entre elles, qui s'entre-dévorent et s'entre-tuent par voie de fusions, d'absorption, de razzias sur les actions, de manipulation des prix. Contrairement à ce qu'enseigne la théorie libérale, la concurrence n'est pas un principe régulateur accepté par les agents économiques, mais une violence que les groupes sociaux cherchent à éviter par des statuts protecteurs, et que les entreprises veulent éliminer en détruisant leurs concurrentes pour parvenir à une paisible situation de monopole.

De surcroît, cette violence se retourne contre l'entreprise, qui s'autodétruit de deux manières : en considérant la main d'oeuvre comme du mouchoir en papier, ce qui fait perdre à chacun le goût du travail bien fait et le sens du projet collectif ; en atteignant son objectif, le profit pour le profit, en s'installant dans un système de pure rentabilité financière qui tient pour secondaire ce que l'entreprise produit et commercialise.

De cette opposition radicale entre le libéralisme économique et la liberté, il faut tirer les conséquences : pas de travail possible sans droits garantis et statuts protecteurs ; pas de liberté d'entreprendre et d'échanger sans l'intervention de l'État, qui doit jouer son rôle de médiateur et de régulateur selon le principe de justice qu'il doit sans cesse affirmer.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Hervé Fradet, *Le Travail*, collection Quintette.